Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 9 mars 1999
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir,** janvier 1999 3
  En janvier, la valeur des permis de construction a diminué pour la première fois en trois mois, les intentions de construction ayant baissé pour les composantes unifamiliale et multifamiliale. Les municipalités ont délivré pour 2,7 milliards de dollars de permis de construction, en baisse de 2,9 % par rapport à décembre 1998.

- **Taux d'utilisation de la capacité industrielle,** quatrième trimestre de 1998 7
  L'utilisation de la capacité industrielle a augmenté au quatrième trimestre de 1998, après avoir régressé pendant les quatre trimestres précédents.

(suite à la prochaine page)

StatCan: Disque du répertoire CANSIM
Mars 1999

La version de mars 1999 de *StatCan: Disque du répertoire CANSIM* paraît aujourd'hui. Ce CD-ROM renferme le Répertoire des séries chronologiques de CANSIM, qui sert de guide pour les données contenues dans la Base de données CANSIM, le Système de documentation des données statistiques (SDDS). Il contient également une base de données sur les enquêtes et les programmes statistiques de Statistique Canada ainsi que la nouvelle version du dictionnaire analogique en usage à Statistique Canada.

Cette version Windows du disque compact facilite les recherches plus que jamais. Il est possible d'effectuer une recherche uniquement sur une matrice de CANSIM ou une enquête complète du SDDS. Les utilisateurs peuvent également effectuer des recherches plus précises en les limitant aux séries actives ou à celles dotées d'un niveau de sécurité. Des boîtes de dialogue aident les utilisateurs à effectuer les recherches les plus courantes. Lorsqu'une matrice de CANSIM cite une enquête du SDDS, ou vice versa, un lien hypertexte permet aux utilisateurs d'accéder à l'information.

La version Windows du CD-ROM de mars 1999 de *StatCan: Disque du répertoire CANSIM* (10F0005XCB) est maintenant en vente. L'abonnement annuel est de 103 $ et comprend une mise à jour trimestrielle.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Drogues illicites et criminalité, 1997 11
Chargements ferroviaires, période de sept jours se terminant le 21 février 1999 12
Enquête annuelle des transporteurs maritimes domiciliés au Canada, 1997 12

NOUVELLES PARUTIONS 13

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX 15

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

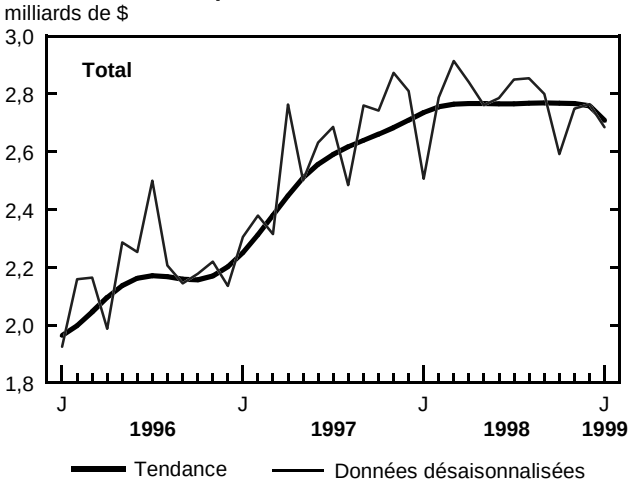
Permis de bâtir

Janvier 1999

En janvier, la valeur des permis de construction a diminué pour la première fois en trois mois, les intentions de construction ayant baissé pour les composantes unifamiliale et multifamiliale. Les municipalités ont délivré pour 2,7 milliards de dollars de permis de construction, en baisse de 2,9 % par rapport à décembre 1998.

Dans l'ensemble, les intentions de construction dans le secteur résidentiel ont reculé de 7,5 % en janvier, s'établissant à 1,5 milliard de dollars, ce qui constitue la deuxième diminution mensuelle consécutive. Les intentions de construction dans le secteur non résidentiel ont progressé pour un deuxième mois, augmentant de 3,2 % pour passer à 1,2 milliard de dollars. Les augmentations des intentions de construction industrielle et institutionnelle ont plus que compensé un recul quant aux projets de construction commerciale.

Premier déclin en trois mois de la valeur totale des permis de construction



Diminution marquée de la valeur des permis de construction multifamiliale

En janvier, les intentions de construction dans les deux composantes du secteur de l'habitation ont affiché un ralentissement, mais c'est la composante multifamiliale qui a subi la plus forte diminution, la valeur des permis de construction chutant de 13,7 % pour s'établir à 388 millions de dollars. Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont accusé un repli de 5,1 %, s'établissant à 1,1 milliard de dollars.

Après avoir affiché une tendance à la baisse durant la première moitié de 1998, les intentions de construction dans le secteur résidentiel ont repris de la vigueur au cours de la deuxième moitié de l'année. De plus, malgré un ralentissement en janvier 1999, les intentions de construction résidentielle sont de 1,1 % supérieures à celles de janvier 1998.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a signalé une légère diminution de 1,4 % du nombre de mises en chantier en janvier 1999. De plus, selon l'Association canadienne de l'immeuble (ACI), les ventes de maisons existantes en janvier ont affiché la plus forte diminution mensuelle (-6,9 %) en plus d'un an.

Malgré ces résultats négatifs, les perspectives pour le secteur résidentiel sont positives pour 1999. Le Conference Board du Canada a signalé une augmentation substantielle de la confiance des consommateurs au cours du dernier trimestre de 1998. De même, les investissements dans l'habitation devraient augmenter pour la quatrième année consécutive en 1999, selon les données sur les intentions d'investissements privés et publics de Statistique Canada.

De plus, les taux hypothécaires à long terme restent favorables, les prix du logement étaient stables en janvier dernier, des gains ont été réalisés dans l'emploi à temps plein en 1998 et le revenu personnel disponible a augmenté. Les investissements dans l'habitation ont également augmenté de 0,6 %

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

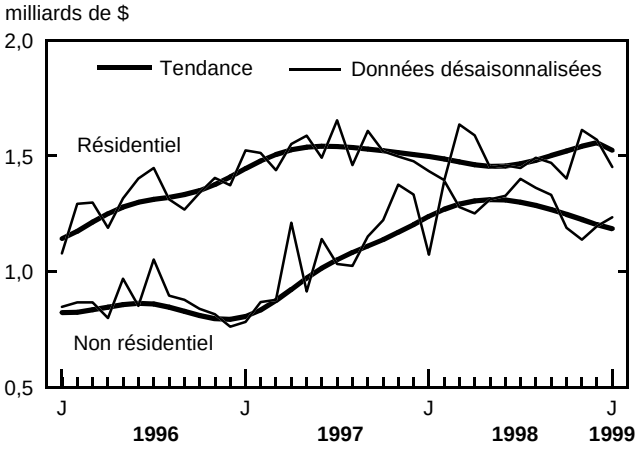
L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant l'autre 6 % de la population sont de très petite taille et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueduc, égouts, ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain. Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé en fonction des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

au cours du dernier trimestre de 1998, après trois diminutions trimestrielles consécutives.

À l'échelle provinciale, les diminutions les plus importantes sont survenues en Ontario (-16,3 %, pour s'établir à 629 millions de dollars) et en Alberta (-4,3 %, pour se chiffrer à 234 millions de dollars). Dans ces deux provinces, la diminution était principalement attribuable à un repli des intentions de construction de logements multifamiliaux. Les augmentations les plus marquées se sont produites en Colombie-Britannique (+7,8 %, pour s'élever à 177 millions de dollars), au Québec (+2,4 %, pour atteindre 287 millions de dollars) et en Nouvelle-Écosse (+10,7 %, pour s'élever à 36 millions de dollars). Dans tous les cas, c'est la composante unifamiliale qui a le plus augmenté, particulièrement au Québec, où cette composante a atteint son niveau le plus élevé depuis le milieu de 1994.

La tendance du secteur résidentiel baisse pour la première fois en huit mois



Les permis de construction industrielle impriment un élan au secteur non résidentiel

La hausse des intentions de construction industrielle a entraîné une augmentation du nombre de permis de construction non résidentielle délivrés en janvier. La valeur des permis de construction industrielle a fait un bond de 33,8 % pour s'établir à 385 millions de dollars, sa valeur la plus élevée depuis juillet dernier. Toutes les composantes du secteur industriel ont participé à l'augmentation, qui était principalement attribuable à de grands projets de construction en Ontario et au Québec.

Les intentions de construction institutionnelle ont augmenté de 16,6 % pour s'établir à 228 millions de dollars. La plus grande partie de l'activité provenait de projets de construction d'immeubles de services sociaux et de maisons de repos. La plus importante augmentation de cette composante a été signalée en Alberta, où les projets institutionnels ont plus que quadruplé (+345,4 %), s'établissant à 79 millions de dollars, ce qui représente la valeur la plus élevée depuis mai 1989.

La composante commerciale dans le secteur non résidentiel a été la seule à afficher une diminution en janvier 1999 (-12,8 %, pour chuter à 621 millions de dollars). Les projets d'immeubles de commerce, de services et de loisirs ont accusé les plus importantes pertes. Les plus grandes diminutions dans cette composante ont été signalées en Alberta, où la valeur des intentions de construction a affiché un repli de 39,0 % pour s'établir à 10 millions de dollars, et en Colombie-Britannique, où l'on a observé une baisse la valeur des intentions de 38,1 % pour s'établir à 49 millions de dollars.

À l'échelle provinciale, le secteur de la construction non résidentielle a connu les plus importantes augmentations en Ontario (+18,6 % pour s'élever à 495 millions de dollars), au Québec (+8,3 %, à 296 millions de dollars) et au Manitoba (+58,0 %, à 51 millions de dollars).

Par contraste, les plus importantes diminutions ont été signalées en Colombie-Britannique (-42,1 %, pour descendre à 77 millions de dollars), en Saskatchewan (-49,0 %, à 21 millions de dollars) et en Alberta (-6,8 %, à 198 millions de dollars). À l'exception de la composante institutionnelle en Alberta, l'ensemble des composantes dans ces trois provinces ont affiché des diminutions.

En janvier 1999, la valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel a été de 15,1 % plus élevée qu'en janvier 1998. Les perspectives quant aux intentions de construction non résidentielle sont positives pour 1999, si l'on en juge par les résultats de l'économie canadienne au cours du quatrième trimestre de 1998 et par l'augmentation de 15,1 % des bénéfices d'exploitation des entreprises.

Le Conference Board du Canada a déclaré que le niveau de confiance des entreprises a augmenté au cours du quatrième trimestre de 1998. De plus, la construction non résidentielle (à l'exclusion du secteur de l'ingénierie) devrait progresser de plus de 6 % en 1999, selon l'enquête sur les investissements privés et publics de Statistique Canada.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de janvier 1999 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 $ / 186 $) sera en vente bientôt. Voir *Pour commander les publications.*

L'estimation des permis de bâtir de février 1999 sera diffusée le 8 avril 1999. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (*burejoa@statcan.ca*). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Ginette Gervais au (613) 951-2025 (*gervgin@statcan.ca*), Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Valeur des permis de bâtir

	Déc. 1998[r]	Janv. 1999[p]	Déc. 1998 à janv. 1999	Janv. 1998 à janv. 1999
	données désaisonnalisées			
	millions de $		var. en %	
Canada	**2 763,8**	**2 684,4**	**-2,9**	**7,1**
Résidentiel	1 568,7	1 450,6	-7,5	1,1
Non résidentiel	1 195,2	1 233,8	3,2	15,1
Terre-Neuve	36,7	52,0	41,7	110,8
Résidentiel	11,2	11,8	6,1	-29,9
Non résidentiel	25,6	40,2	57,2	415,9
Île-du-Prince-Édouard	9,4	4,7	-50,1	-16,5
Résidentiel	5,3	2,1	-60,0	-21,8
Non résidentiel	4,1	2,6	-37,2	-11,6
Nouvelle-Écosse	63,4	72,5	14,3	134,3
Résidentiel	32,5	36,0	10,7	45,2
Non résidentiel	30,9	36,5	18,0	493,4
Nouveau-Brunswick	43,2	30,1	-30,3	-4,5
Résidentiel	20,3	21,1	4,3	7,5
Non résidentiel	22,9	9,0	-60,9	-24,3
Québec	553,6	582,9	5,3	66,6
Résidentiel	280,3	287,0	2,4	32,2
Non résidentiel	273,3	295,9	8,3	122,8
Ontario	1 169,6	1 124,7	-3,8	-5,4
Résidentiel	752,2	629,4	-16,3	9,6
Non résidentiel	417,4	495,2	18,6	-19,4
Manitoba	65,9	85,6	29,8	24,6
Résidentiel	33,6	34,4	2,6	-31,8
Non résidentiel	32,4	51,1	58,0	181,0
Saskatchewan	61,8	35,1	-43,2	13,1
Résidentiel	20,3	13,9	-31,4	-22,8
Non résidentiel	41,5	21,2	-49,0	63,0
Alberta	457,0	432,2	-5,4	13,1
Résidentiel	244,3	233,9	-4,3	-8,9
Non résidentiel	212,8	198,4	-6,8	58,4
Colombie-Britannique	297,1	254,1	-14,4	-34,8
Résidentiel	164,4	177,3	7,8	-29,4
Non résidentiel	132,7	76,9	-42,1	-44,6
Yukon	3,7	2,5	-32,3	60,7
Résidentiel	2,6	2,5	-4,5	84,7
Non résidentiel	1,1	0,0	-97,5	-87,2
Territoires du Nord-Ouest	2,4	7,9	234,3	298,1
Résidentiel	1,8	1,1	-40,9	-22,6
Non résidentiel	0,5	6,8	1 217,4	1 084,5

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

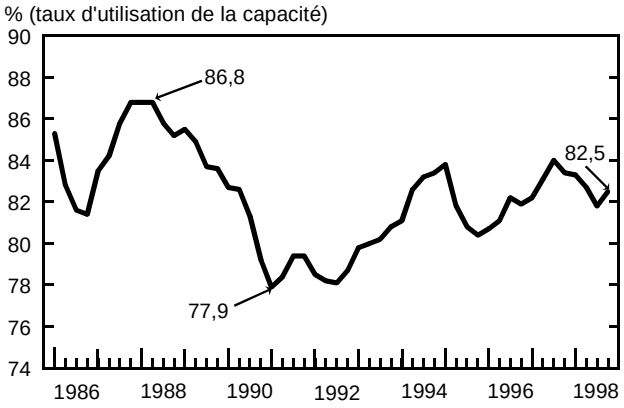
Taux d'utilisation de la capacité industrielle

Quatrième trimestre de 1998

L'utilisation de la capacité a augmenté au quatrième trimestre de 1998, après avoir régressé pendant les quatre trimestres précédents. L'augmentation a été en grande partie attribuable à l'intensification des activités dans les industries du matériel de transport.

La production du secteur des biens non agricoles a dans l'ensemble augmenté de 1,2 % au quatrième trimestre, mais ce gain a été en partie compensé par un accroissement de la capacité. Les industries ont fonctionné à 82,5 % de leur capacité, en hausse de 0,7 point par rapport au troisième trimestre. (Une révision des taux d'utilisation de la capacité enregistrés depuis le premier trimestre de 1995 a permis d'intégrer des corrections aux données de base.)

L'utilisation de la capacité augmente



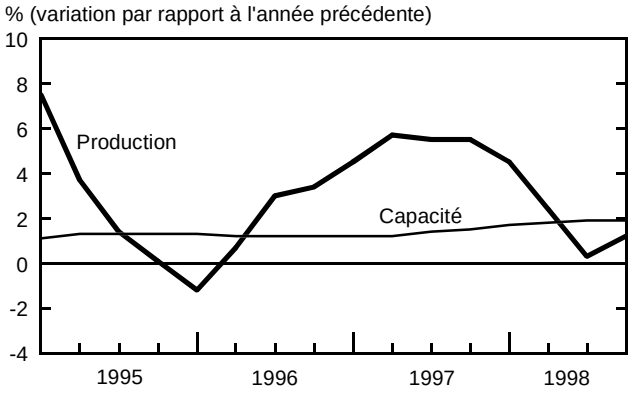
Les investissements des entreprises en usines et matériel ont été importants au cours des dernières années, ce qui a donné lieu à une croissance de la capacité de production. Le taux de croissance de la capacité progressait depuis le troisième trimestre de 1997, mais il s'est stabilisé au quatrième trimestre de 1998. Au cours des deux derniers trimestres de 1998, la croissance de la capacité a dépassé la croissance de la production. Le taux de croissance de la capacité pourrait toutefois ralentir, car selon la dernière enquête sur les investissements privés et publics, les entreprises ont l'intention de réduire quelque peu leurs dépenses en 1999.

Note aux lecteurs

Le taux d'utilisation de la capacité d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimé. Statistique Canada calcule les estimations du rendement éventuel d'une branche d'activité à partir des mesures de son stock de capital. En outre, depuis 1987, des enquêtes sont menées auprès des entreprises pour obtenir leurs estimations de l'utilisation annuelle de la capacité, afin de produire des mesures industrielles découlant de l'enquête.

Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relativement à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production. Les taux tirés de l'enquête servent à ancrer les séries trimestrielles calculées et à s'assurer qu'elles reflètent ces modifications.

La croissance de la capacité dépasse la croissance de la production



La reprise qui a suivi des grèves plus tôt dans l'année et de vigoureuses exportations vers les États-Unis sont la cause principale de la hausse de la production au quatrième trimestre de 1998. Les gains enregistrés par les industries de l'automobile ont été tout particulièrement importants, car les usines ont accéléré la production pour reconstituer des stocks épuisés et les exportations de produits automobiles ont fait un bond de presque 25 %.

La forte demande à l'exportation a aussi avantagé les produits forestiers. La faiblesse des prix sur les marchés internationaux a continué de contribuer à la baisse de la production dans les industries minières. L'industrie de la construction résidentielle a progressé pendant le quatrième trimestre et les dépenses des entreprises relatives à l'achat de machines et de matériel sont demeurées élevées, alors que les dépenses de consommation ont accusé un repli.

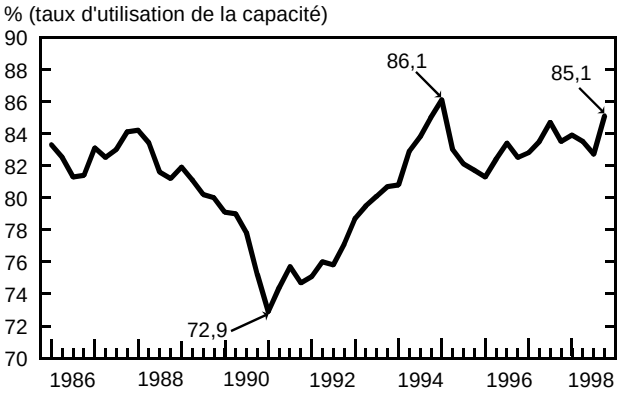
Les taux d'utilisation de la capacité pourraient continuer à augmenter dans le secteur de la fabrication, car selon la dernière enquête sur les perspectives du monde des affaires, les producteurs comptent accroître la production pendant le prochain trimestre. Toutefois, l'activité dans le secteur de la construction pourrait ralentir, la valeur des permis de construction résidentielle délivrés ayant diminué en janvier.

Il n'y a encore aucun indice d'inflation dans l'économie. Les prix industriels, qui étaient relativement stationnaires depuis quelque temps, ont fléchi de 0,3 % en janvier. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre sont stables depuis environ deux ans. L'Indice des prix à la consommation, qui, depuis novembre 1997, avait affiché des augmentations annuelles se situant en grande partie entre 0,7 % et 1,0 %, n'a augmenté que de 0,6 % en janvier.

Le secteur de l'automobile stimule le secteur manufacturier

Les fabricants ont augmenté leur taux d'utilisation de la capacité de 2,4 points, celui-ci atteignant 85,1 % au quatrième trimestre à la suite de replis pendant trois trimestres consécutifs. Sur les 22 groupes que comptent les industries manufacturières, 13 ont accru leur taux d'utilisation.

Le secteur de l'automobile stimule le secteur manufacturier



Le secteur du matériel de transport a été le principal responsable de la croissance dans le secteur manufacturier. En reconstituant leurs stocks aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, les fabricants de ce secteur ont fait avancer leur taux d'utilisation de la capacité de 12,0 points, pour le porter à 90,3 %, le taux le plus élevé depuis vingt ans.

Les fabricants de produits en verre, en ciment et en béton ont accéléré leur production au quatrième trimestre. Ils rendent ainsi compte de la plus grande partie de la hausse de 3,4 points du taux d'utilisation de la capacité dans les industries des produits minéraux non métalliques, qui a atteint 88,3 %.

Dans les industries du bois, le taux a progressé de 2,6 points pour atteindre 86,5 %, car les producteurs de bois de construction ont augmenté leur production.

En ce qui concerne le secteur du papier et des produits connexes, l'accroissement de l'activité chez les fabricants de produits des pâtes et papiers s'est traduit par une augmentation de 2,5 points du taux d'utilisation de la capacité, qui s'est fixé à 87,6 %.

Les fabricants de produits en caoutchouc ont augmenté leur production, portant leur taux d'utilisation de la capacité à 95,5 %, en hausse de 2,5 points.

La réduction de la capacité a exagéré l'augmentation modeste de la production dans le secteur des produits raffinés du pétrole et du charbon, où le taux de la capacité a progressé de 2,5 points pour s'établir à 97,9 %, un nouveau sommet.

D'autres industries ont connu un recul du taux d'utilisation de la capacité pendant le quatrième trimestre. Dans les industries de la première transformation des métaux, une légère augmentation de la capacité, combinée avec un fléchissement de la production, a ramené le taux à 86,9 %, en baisse de 2,1 points.

De même, dans l'industrie de la fabrication des produits métalliques, une légère diminution de la production a été amplifiée par une augmentation de la capacité, ce qui a donné lieu à un repli de 1,4 point du taux, qui s'est fixé à 80,8 %.

Les fabricants de chaussures sont la cause principale de la forte diminution de la production dans l'industrie du cuir et des produits connexes. Cette diminution a été en partie compensée par une réduction de la capacité, de sorte que le taux d'utilisation de la capacité a reculé de 4,1 points pour se fixer à 74,1 %.

De même, dans les industries textiles de première transformation, une baisse de la production a été en partie compensée par une régression de la capacité. Le taux d'utilisation de la capacité a fléchi de 3,6 points, pour tomber à 79,3 %.

Évolution en dents de scie du secteur non manufacturier

La demande à l'exportation de produits forestiers s'est traduite par une augmentation de la production

dans les industries de l'abattage et de l'exploitation forestière, qui a été en partie compensée par un accroissement de la capacité. Le taux d'utilisation de la capacité dans ces industries a atteint 83,3 %, en hausse de 1,4 point.

En raison d'une activité accrue dans la construction résidentielle, les industries de la construction ont affiché un gain de 0,5 point dans leur utilisation de la capacité, ce qui a porté le taux à 82,6 %.

La faiblesse des prix sur les marchés internationaux a continué de contribuer à la baisse de la production des mines, des carrières et des puits de pétrole, où le taux d'utilisation de la capacité a fléchi de 3,0 points et s'est fixé à 73,2 %.

Dans les services publics, une progression de 1,2 point dans les réseaux de distribution de gaz a été plus qu'entièrement neutralisée par un repli de 3,9 points dans les réseaux d'énergie électrique, ce qui a ramené le taux pour le secteur des réseaux d'énergie électrique et de distribution de gaz à 80,5 %, en baisse de 3,2 points.

Données stockées dans CANSIM: matrice 3140.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Taux d'utilisation de la capacité industrielle

	Troisième trimestre de 1998	Quatrième trimestre de 1998	Troisième au quatrième trimestre de 1998	1997	1998	1997 à 1998
			var. en points de %			var. en points de %
Ensemble des industries productrices de biens non agricoles	**81,8**	**82,5**	**0,7**	**83,2**	**82,6**	**-0,6**
Exploitation forestière et services forestiers	81,9	83,3	1,4	84,0	82,1	-1,9
Mines (y compris broyage), carrières et puits de pétrole	76,2	73,2	-3,0	80,6	77,3	-3,3
Mines (y compris broyage) et carrières	78,5	74,4	-4,1	86,0	80,4	-5,6
Industries du pétrole brut et du gaz naturel	74,9	72,5	-2,4	77,4	75,5	-1,9
Industries manufacturières	82,7	85,1	2,4	83,6	83,8	0,2
Fabrication de biens durables	81,7	85,1	3,4	84,4	83,5	-0,9
Bois	83,9	86,5	2,6	84,1	84,0	-0,1
Meubles et articles d'ameublement	84,2	83,7	-0,5	84,3	85,9	1,6
Première transformation des métaux	89,0	86,9	-2,1	89,2	89,4	0,2
Fabrication des produits métalliques	82,2	80,8	-1,4	80,3	81,4	1,1
Machinerie	77,4	76,2	-1,2	87,2	81,4	-5,8
Matériel de transport	78,3	90,3	12,0	86,9	83,5	-3,4
Produits électriques et électroniques	84,0	82,5	-1,5	79,8	82,7	2,9
Produits minéraux non métalliques	84,9	88,3	3,4	83,6	86,2	2,6
Autres industries manufacturières	82,2	82,7	0,5	82,6	81,3	-1,3
Fabrication de biens non durables	83,9	85,0	1,1	82,7	84,2	1,5
Aliments	82,4	83,5	1,1	79,0	82,0	3,0
Boissons	90,4	89,0	-1,4	82,2	88,6	6,4
Tabac	81,3	79,1	-2,2	81,0	81,9	0,9
Produits en caoutchouc	93,0	95,5	2,5	93,6	94,1	0,5
Produits en matière plastique	81,6	83,7	2,1	79,3	81,5	2,2
Cuir et produits connexes	78,2	74,1	-4,1	78,7	77,3	-1,4
Textiles de première transformation	82,9	79,3	-3,6	84,7	82,5	-2,2
Produits textiles	74,2	76,2	2,0	73,8	74,8	1,0
Habillement	86,5	88,2	1,7	86,2	87,3	1,1
Papier et produits connexes	85,1	87,6	2,5	90,4	87,0	-3,4
Imprimerie, édition et industries connexes	83,1	83,7	0,6	82,5	83,0	0,5
Produits raffinés du pétrole et du charbon	95,4	97,9	2,5	94,4	94,6	0,2
Produits chimiques	83,1	84,7	1,6	82,0	84,1	2,1
Industries de la construction	82,1	82,6	0,5	82,6	83,2	0,6
Énergie électrique et distribution de gaz	83,7	80,5	-3,2	85,0	81,9	-3,1
Énergie électrique	85,7	81,8	-3,9	86,0	83,5	-2,5
Distribution de gaz	70,0	71,2	1,2	78,0	70,6	-7,4

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Drogues illicites et criminalité
1997

Statistique Canada diffuse aujourd'hui un *Juristat* portant sur une analyse détaillée des infractions de nature criminelle relatives aux drogues qui ont été déclarées par les services policiers canadiens. Des données de référence sur le sujet avaient été diffusées en juillet dernier dans le *Juristat* intitulé *Statistiques de la criminalité au Canada, 1997*. Le rapport sur les drogues dresse un profil statistique de la narco-criminalité et des personnes accusées selon ces lois. Il examine aussi les tendances nationales ainsi que les tendances provinciales et territoriales.

En 1997, les services policiers du Canada ont déclaré 66 500 infractions à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, ce qui représente un taux de 222 infractions pour chaque tranche de 100 000 habitants. Malgré une augmentation de 12 % entre 1993 et 1997, le taux de narco-criminalité est demeuré relativement stable depuis 1983. Il est à noter que les tendances des infractions relatives aux drogues déclarées par les services policiers sont sensibles à l'activité policière.

Infractions relatives aux drogues
1988 à 1997

	nombre	taux[1]	var. en % du taux
1988	59 382	222	...
1989	66 930	245	11
1990	60 624	219	-11
1991	57 068	204	-7
1992	58 881	207	2
1993	56 817	198	-5
1994	60 153	207	5
1995	61 613	210	1
1996	65 729	222	6
1997	66 521	222	0

1 Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants.
... N'ayant pas lieu de figurer.

Les infractions reliées au cannabis se sont accrues au cours des années 1990, alors que les infractions reliées à la cocaïne et l'héroïne ont régressé. Les infractions relatives au cannabis représentaient 72 % de toute la narco-criminalité en 1997, comparativement à 58 % en 1991. À l'opposé, les infractions concernant la cocaïne constituaient 17 % de toutes les affaires, en baisse de 28 %. Enfin, près de 2 % de toutes les infractions reliées aux drogues concernaient l'héroïne en 1997, ce qui correspond à une légère diminution depuis 1991.

La possession de cannabis à elle seule constituait près de la moitié de toutes les infractions relatives aux drogues. Les infractions reliées à la culture représentaient 14 % de toutes les infractions reliées au cannabis, comparativement à un peu moins de 3 % il y a dix ans. Selon le Service canadien des renseignements criminels, cette augmentation pourrait être le résultat de l'amélioration des raffinements de culture et des nouvelles technologies qui permettent aux trafiquants canadiens de produire du cannabis de qualité à l'intérieur de serres hydroponiques. Le cannabis canadien représentait 50 % du total de l'offre sur le marché canadien en 1995, comparativement à 10 % en 1985.

Parmi les provinces, la Colombie-Britannique a continuellement affiché le plus haut taux de narco-criminalité depuis 1982. Son taux de 1997, de 426 pour 100 000 habitants, équivalait au double du taux national. Terre-Neuve a déclaré le plus faible taux (132) pour une seconde année d'affilée. Au cours des dernières années, Terre-Neuve et l'Alberta ont montré les plus grandes diminutions de leur taux de narco-criminalité, alors que la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et le Manitoba ont enregistré les plus importantes augmentations.

Un total de 40 800 personnes ont été accusées d'une infraction relative aux drogues en 1997, alors que neuf accusés sur dix étaient des hommes. Les personnes accusées pour des infractions reliées à la cocaïne et l'héroïne étaient âgées d'en moyenne 30 ans. Celles accusées d'infractions reliées au cannabis étaient plus jeunes, leur moyenne d'âge étant de 25 ans. Parallèlement, les personnes plus âgées sont aussi plus susceptibles d'être impliquées dans des infractions d'approvisionnement de drogue.

Les données des tribunaux provenant de sept provinces et un territoire pour l'année financière 1996-1997 ont montré que près des deux tiers (64 %) des personnes inculpées de trafic de drogue étaient condamnées à la prison, ce qui correspond à cinq fois la proportion de ceux qui étaient condamnées à la prison pour une affaire de possession de drogue (13 %).

Les données d'un profil instantané des détenus dans les établissements correctionnels de 1996 ont montré que l'infraction la plus grave pour laquelle 9 % de la population carcérale totale au Canada était incarcérée était une infraction reliée à la drogue. Les prisons provinciales de l'Alberta (17 %) et du Québec (14 %) contenaient les plus hauts pourcentages de détenus incarcérés pour une infraction relative aux

drogues. La proportion pour la Colombie-Britannique (8 %) se situait au-dessous de la moyenne nationale et équivalait à celle des pénitenciers fédéraux.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2198 à 2200.

Juristat: Drogues illicites et criminalité, vol. 19, nº 1 (85-002-XPF, 10 $ / 93 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, la méthodologie ou la qualité des données, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou en composant sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Chargements ferroviaires

Période de sept jours se terminant le 21 février 1999

La quantité de marchandises transportées en wagons complets (à l'exclusion du trafic intermodal) pendant la période de sept jours se terminant le 21 février 1999 a diminué de 8,3 % par rapport à la même période de l'année dernière pour atteindre 4,5 millions de tonnes métriques. Le nombre de wagons chargés a diminué de 5,8 %.

Les 355 000 tonnes dont le transport a été assuré par mode intermodal (rail-route) sont en hausse de 12,8 % par rapport à la même période en 1998. Le total cumulatif de l'année révèle une augmentation de 11,3 %.

L'ensemble du trafic (en charge complète et intermodal) a diminué de 7,0 % pendant la période de référence. Le total cumulatif de l'année a atteint 33,6 millions de tonnes, en baisse de 6,3 % par rapport à l'année précédente.

Toutes les données cumulatives ont été révisées.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (*laroque@statcan.ca*), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0009. ■

Enquête annuelle des transporteurs maritimes domiciliés au Canada

1997

Les transporteurs maritimes pour compte d'autrui au Canada ont déclaré des bénéfices d'exploitation pour la cinquième année consécutive en 1997. Un total de 145 transporteurs pour compte d'autrui ont déclaré un bénéfice avant taxe de 123 millions de dollars sur des revenus de 2,0 milliards de dollars.

Les données provisoires de 1997 seront publiées dans le *Bulletin de service - Transports terrestre et maritime*, vol. 15, nº 4 (50-002-XIB, 10 $ / 62 $), qui paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (*laroque@statcan.ca.*), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0009. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Importations par pays, janvier-décembre 1998
Numéro au catalogue: 65-006-XMB
(Canada: 62$/206$; à l'extérieur du Canada: 62$US/206$US).

Importations par pays, janvier-décembre 1998
Numéro au catalogue: 65-006-XPB
(Canada: 124$/412$; à l'extérieur du Canada: 124$US/412$US).

Exportations par marchandise, décembre 1998
Numéro au catalogue: 65-004-XMB
(Canada: 37$/361$; à l'extérieur du Canada: 37$US/361$US).

Exportations par marchandise, décembre 1998
Numéro au catalogue: 65-004-XPB
(Canada: 78$/773$; à l'extérieur du Canada: 78$US/773$US).

Juristat, drogues illicites et criminalité au Canada, 1997, vol.19, n° 1
Numéro au catalogue: 85-002-XIF
(Canada: 8$/70$; à l'extérieur du Canada: 8$US/70$US).

Juristat, drogues illicites et criminalité au Canada, 1997, vol.19, n° 1
Numéro au catalogue: 85-002-XPF
(Canada: 10$/93$; à l'extérieur du Canada: 10$US/93$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

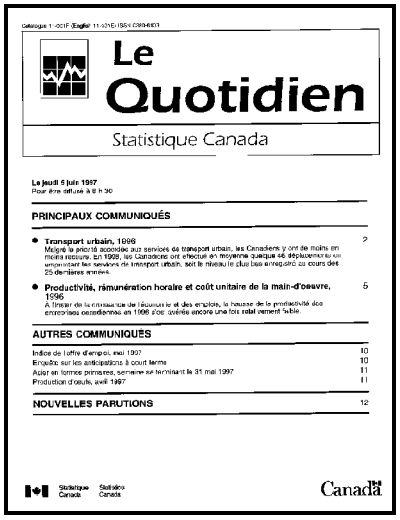
Pour commander les publications par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 800 889-9734**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca),* sous les rubriques *Produits et services, Publications téléchargeables.*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'outils, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Sandra Duchesne (613) 951-1187, duchsan@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus d'informations, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve, Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick
Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2e étage, boîte 11
Halifax (N.-É.)
B3J 3X8

Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (902) 426-9538

Québec
Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (514) 283-9350

Région de la Capitale nationale
Services-conseils
Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6
Appel local: (613) 951-8116

Si vous demeurez à l'extérieur de la zone de communication locale, veuillez composer le numéro sans frais d'interurbain pour votre province.
Télécopieur: (613) 951-0581

Ontario
Services-conseils
Statistique Canada
10e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4

Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (416) 973-7475

Manitoba
Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9

Appel local: (204) 983-4020
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (204) 983-7543

Saskatchewan
Services-conseils
Statistique Canada
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Sask.)
S4P 4K1

Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (306) 780-5403

Sud de l'Alberta
Services-conseils
Statistique Canada
Discovery Place
Pièce 201
3553, 31e rue N.-O.
Calgary (Alb.)
T2L 2K7

Appel local: (403) 292-6717
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (403) 292-4958

Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest
Services-conseils
Statistique Canada
8e étage, Park Square
10001, Bellamy Hill
Edmonton (Alb.)
T5J 3B6

Appel local: (403) 495-3027
Sans Frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (403) 495-5318

Colombie-Britannique et Yukon
Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7

Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (604) 666-4863

Appareils de télécommunications pour les malentendants
Sans frais: 1 800 363-7629